



Disclaimer: unless otherwise agreed by the Council of UPOV, only documents that have been adopted by the Council of UPOV and that have not been superseded can represent UPOV policies or guidance.

This document has been scanned from a paper copy and may have some discrepancies from the original document.

Avertissement: sauf si le Conseil de l'UPOV en décide autrement, seuls les documents adoptés par le Conseil de l'UPOV n'ayant pas été remplacés peuvent représenter les principes ou les orientations de l'UPOV.

Ce document a été numérisé à partir d'une copie papier et peut contenir des différences avec le document original.

Allgemeiner Haftungsausschluß: Sofern nicht anders vom Rat der UPOV vereinbart, geben nur Dokumente, die vom Rat der UPOV angenommen und nicht ersetzt wurden, Grundsätze oder eine Anleitung der UPOV wieder.

Dieses Dokument wurde von einer Papierkopie gescannt und könnte Abweichungen vom Originaldokument aufweisen.

Descargo de responsabilidad: salvo que el Consejo de la UPOV decida de otro modo, solo se considerarán documentos de políticas u orientaciones de la UPOV los que hayan sido aprobados por el Consejo de la UPOV y no hayan sido reemplazados.

Este documento ha sido escaneado a partir de una copia en papel y puede que existan divergencias en relación con el documento original.



UPOV/72DC/3
Original : français
Date : 6 mars 1972

INTERNATIONALER VERBAND
ZUM SCHUTZ VON
PFLANZENZÜCHTUNGEN

UNION INTERNATIONALE
POUR LA PROTECTION
DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

INTERNATIONAL UNION
FOR THE PROTECTION OF
NEW PLANT VARIETIES

CONFERENCE DIPLOMATIQUE
Genève, 7-10 novembre 1972

ACTE ADDITIONNEL DU 10 NOVEMBRE 1972 A LA CONVENTION INTERNATIONALE
POUR LA PROTECTION DES OBTENTIONS VEGETALES
SIGNEE A PARIS LE 2 DECEMBRE 1961

Les Etats contractants,

Considérant qu'à la lumière de l'expérience acquise depuis l'entrée en vigueur de la Convention pour la protection des obtentions végétales signée à Paris le 2 décembre 1961, le système de contributions des Etats membres prévu par cette Convention ne permet pas une différenciation suffisante entre les Etats membres en ce qui concerne la participation relative de chacun d'eux dans le total des contributions,

Considérant en outre qu'il est souhaitable de modifier les dispositions de cette Convention concernant, d'une part, les contributions des Etats membres et, d'autre part, le droit de vote dans le cas d'un retard dans le paiement de ces contributions,

Sont convenus de ce qui suit :

Article I

L'article 22 de la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales, signée à Paris le 2 décembre 1961 (ci-après dénommée la Convention), est remplacé par le texte suivant :

" Les décisions du Conseil sont prises à la majorité simple des membres présents, sauf dans les cas prévus par les articles 20, 27, 28 et 32, ainsi que pour le vote du budget, la fixation des contributions de chaque Etat membre, la faculté prévue par l'article 26, paragraphe 2), concernant le paiement de la moitié de la contribution correspondant à la classe V /et pour toute décision relative au droit de vote selon l'article 26, paragraphe 5)/. Dans ces trois /quatre/ derniers cas, la majorité requise est celle des trois quarts des membres présents."

Article II

L'article 26 de la Convention est remplacé par le texte suivant :

" 1) Les dépenses de l'Union sont couvertes par :

- a) les contributions annuelles des Etats de l'Union,
- b) la rémunération des prestations de service, et
- c) des recettes diverses.

" 2)a) Pour déterminer le montant de leur contribution annuelle, les Etats de l'Union sont rangés dans une classe sur la base d'un nombre d'unités fixé comme suit :

Classe I	5 unités
Classe II	4 unités
Classe III	3 unités
Classe IV	2 unités
Classe V	1 unité

" b) Chaque Etat de l'Union contribue à raison du nombre d'unités de la classe à laquelle il appartient.

" c) Toutefois, à la requête d'un Etat membre ou d'un Etat présentant une demande d'adhésion à la Convention selon l'article 32 et indiquant son désir d'être rangé dans la classe V, le Conseil peut décider dans des circonstances spéciales d'autoriser cet Etat à ne payer que la moitié de la contribution correspondant à la classe V. Cette décision restera applicable jusqu'au moment où l'Etat intéressé renonce à la faculté accordée ou déclare qu'il souhaite être rangé dans une autre classe /ou jusqu'au moment où le Conseil abroge sa décision/.

" 3) La valeur de l'unité de participation est obtenue en divisant, pour la période budgétaire considérée, le montant total des dépenses nécessairement couvertes par les contributions des Etats par le nombre total des unités.

" 4)a) Chacun des Etats de l'Union désigne, au moment de son accession, la classe dans laquelle il désire être rangé. Toutefois, chaque Etat de l'Union peut déclarer ultérieurement qu'il désire être rangé dans une autre classe.

" b) Cette déclaration doit être adressée au Secrétaire général de l'Union six mois au moins avant la fin de l'exercice précédant celui pour lequel le changement de classe prend effet.

" 5) Un Etat membre en retard dans le paiement de ses contributions ne peut exercer son droit de vote au Conseil si le montant de son arriéré est égal ou supérieur à celui des contributions dont il est redevable pour les deux années complètes écoulées, sans être toutefois libéré des obligations ni privé des autres droits découlant de la présente Convention. Cependant, le Conseil peut autoriser un tel Etat à conserver l'exercice de son droit de vote aussi longtemps que ledit Conseil estime que le retard résulte de circonstances exceptionnelles et inévitables."

Article III

Une déclaration faite par un Etat qui ratifie la Convention ou qui y adhère avant l'entrée en vigueur du présent Acte additionnel à l'égard dudit Etat, dans laquelle celui-ci indique son désir d'être rangé dans la deuxième ou troisième classe prévue à l'article 26 de la Convention est considérée, aux fins du présent Acte additionnel, comme une référence à la classe III ou à la classe V respectivement, visée dans le présent Acte additionnel.

Article IV

1) Le présent Acte additionnel peut être signé par tout Etat membre de l'Union pour la protection des obtentions végétales (ci-après dénommée l'Union) et par tout Etat signataire de la Convention qui ne l'a pas encore ratifiée.

2) Les Etats qui ont signé le présent Acte additionnel peuvent le ratifier et les autres Etats peuvent y adhérer.

3) Tout Etat qui n'est pas encore membre de l'Union ratifie le présent Acte additionnel ou y adhère au moment où il ratifie la Convention ou y adhère.

4) Les instruments de ratification du présent Acte additionnel et les instruments d'adhésion audit Acte des Etats qui ont ratifié la Convention ou qui la ratifient en même temps qu'ils ratifient le présent Acte additionnel ou qu'ils y adhèrent sont déposés auprès du Gouvernement de la République française. Les instruments de ratification du présent Acte additionnel et les instruments d'adhésion audit Acte des Etats qui ont adhéré à la Convention ou qui y adhèrent en même temps qu'ils ratifient le présent Acte additionnel ou qu'ils y adhèrent sont déposés auprès du Gouvernement de la Confédération suisse.

Article V

1) Le présent Acte additionnel entre en vigueur conformément aux première et deuxième phrases de l'article 27, paragraphe 4), de la Convention.

2) A l'égard de tout Etat qui dépose son instrument de ratification du présent Acte additionnel ou son instrument d'adhésion audit Acte après la date de l'entrée en vigueur de celui-ci conformément à l'alinéa qui précède, le présent Acte additionnel entre en vigueur trente jours après le dépôt de cet instrument.

Article VI

Aucune réserve n'est admise au présent Acte additionnel.

Article VII

Le présent Acte additionnel a la même validité et la même durée que la Convention.

Article VIII

1) Le présent Acte additionnel est signé en un seul exemplaire en langue française et déposé auprès du Gouvernement de la République française.

2) Le présent Acte reste ouvert à la signature jusqu'au 1er avril 1973.

3) Des traductions officielles du présent Acte additionnel sont établies /par le Secrétaire général de l'Union, après consultation des Gouvernements intéressés/, dans les langues allemande, anglaise, espagnole, italienne et néerlandaise, et dans les autres langues que le Conseil de l'Union pourra indiquer.

4) Le Secrétaire général de l'Union transmet deux copies, certifiées conformes par le Gouvernement de la République française, du texte signé du présent Acte additionnel aux Gouvernements des Etats visés à l'article IV.1), au Gouvernement de tout autre Etat lorsqu'il adhère à la Convention, et au Gouvernement de tout autre Etat qui en fait la demande.

5) Le Secrétaire général de l'Union fait enregistrer le présent Acte additionnel auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

6) Le Gouvernement de la République française ou le Gouvernement de la Confédération suisse, selon le cas, notifie au Secrétaire général de l'Union les signatures du présent Acte additionnel et le dépôt des instruments de ratification ou d'adhésion.

7) Le Secrétaire général de l'Union informe les Etats parties à la Convention et les autres Etats visés à l'article IV.1) des notifications qu'il a reçues conformément à l'alinéa qui précède et de l'entrée en vigueur du présent Acte additionnel.

* * *

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Acte additionnel.

FAIT à Genève, le dix novembre
mil neuf cent soixante-douze.

/Fin du document/